

Fédération

Section de Loire-Atlantique

Syndicale

Abonnement annuel 2 euros

Unitaire

FUSU 8 pl. de la Gare de l'État, case postale n°8, 44276-Nantes CEDEX 2 - tel : 02 40 35 96 55 - fax : 02 40 35 96 56

Site internet : <https://fsu44.fsu.fr> - e mail : fsu44@fsu.fr

Construire collectivement des alternatives

La société que dessine Macron n'est décidément pas celle que nous voulons.

Le 1^{er} septembre a acté le passage de la retraite à 64 ans avec 43 annuités, dont personne ne veut. Il tergiverse et tourne le dos à la nécessaire transition écologique. A la revalorisation des salaires, il préfère "l'individualisation du pouvoir d'achat". A la justice fiscale, il préfère le racket et l'assistance aux plus riches... A la justice sociale, il préfère les régressions et enterrer nos acquis sociaux, conquis de hautes luttes.

La répression et la violence sont désormais l'unique réponse systématique aux manifestations, comme aux révoltes des banlieues abandonnées à la relégation, aux discriminations et au chômage. Pas de réaction par contre aux velléités séditeuses de syndicats de police.

Il est donc important de s'opposer à ces dérives ultralibérales et autoritaires et les marches unitaires du 23 septembre à l'appel de syndicats, associations et partis politiques étaient bienvenues : il y a urgence à mettre fin au racisme systémique, aux violences policières et à renforcer la justice sociale et les libertés publiques. Depuis 2017, les lois liberticides se succèdent. Et aux lois s'agrège la répression syndicale comme à Niort le vendredi 8 septembre où des militants syndicaux et associatifs étaient convoqués au tribunal pour avoir participé aux mobilisations contre la méga bassine de Ste Soline. Comme à Montmorency, où le secrétaire général de la CGT Energie, Sébastien Menesplier, est auditionné trois

Dispensé de timbrage

déposé le 28 septembre 2023

POUR 44

8 pl de la Gare de l'État
case postale n°8
44276-Nantes CEDEX 2



SOMMAIRE

- p 1-2 Édito
- p 2 VISA 44
- p 3 Grève du 13 octobre
- p 3 Les agent·es de Vertou mobilisé·es
- p 3 Luttés victorieuses dans l'Education
- p 4 Stage femmes le 17 octobre à Nantes
- p 4 Marche pour les libertés

heures à la gendarmerie pour des coupures d'électricité. Les cas se multiplient partout en France. Voilà qui explique les huées contre Macron au stade de France : les travailleur·euses n'oublient pas la loi sur les retraites comme iels n'oublient pas une inflation toujours trop forte qui grève les budgets, renforce la précarité et la pauvreté.

Cette question des salaires, des pensions, des mini-

mas sociaux et des bourses doit être centrale et la journée interprofessionnelle unitaire du 13 octobre nous permet de la porter. Le partage des richesses est une priorité comme l'est la réhabilitation de la contribution des très riches à l'impôt. L'annonce gouvernementale sur la hausse salariale des enseignants est une fumisterie. Elle ne correspond ni à l'inflation ni au rattrapage nécessaire des dernières décennies. « Hausses des salaires, des pensions, des minimaux sociaux et des bourses » doit être la revendication centrale de l'intersyndicale nationale et doit déboucher sur un calendrier d'actions mettant en débat la grève le 13 octobre.

Il est urgent de taxer les profits, les actionnaires, de rétablir l'impôt sur la fortune, de revenir sur le plafonnement de la contribution sur les profits des sociétés, de lutter contre l'évasion fiscale pour donner plus de moyens pour les Services Publics et pour leurs agents.

Changer de ministre comme à l'Education Nationale ne change pas une politique de démantèlement,

de régressions. Les personnels l'ont bien compris, de la maternelle au lycée en passant par les services. Et ce n'est pas en allumant des contre-feux comme l'abbaya et l'uniforme que Gabriel Attal fera oublier les postes vacants, les effectifs surchargés ...

À l'université, à Pôle Emploi, dans les autres ministères, les situations sont identiques. La doxa gouvernementale de la baisse de l'impôt, des aides aux entreprises et de la réduction de la dette, l'enrichissement toujours plus inique des plus riches nous obligent à construire collectivement des alternatives pour une autre société. Sinon, le risque est grand que, dès les prochaines élections, nous ayons à combattre un autre danger raciste, antisémite, réactionnaire.

Céline PELLA et Bernard VALIN,
co-secrétaires départementaux



VISA 44*, un outil à destination des adhérent·es de la FSU

L'assemblée générale de lancement de VISA 44 aura lieu le jeudi 12 octobre de 19h00 à 21h00 à la maison des syndicats. Elle est ouverte à tous les adhérent·es des syndicats de la FSU. Des camarades de la CGT, Solidaires, CNT, Syndicat de la Magistrature et le Syndicat des Avocat·es de France seront aussi présent·es. Cette AG a pour objectifs de présenter VISA, ses prérogatives, ses missions mais aussi d'avoir un débat collectif sur les attentes des adhérent·es, les formations à prévoir ... Dans une période où les droits et les libertés sont attaqués, où les discours raciste, homophobe, antisémite occupent toujours plus l'actualité, où des agressions d'identitaires à l'encontre de militant·es syndicaux, politiques, associatifs se multiplient, il est de notre responsabilité de poursuivre nos combats contre des Extrêmes Droites décomplexées, renforcées par le libéralisme autoritaire de Macron, les violences policières, une énième loi immigration, des syndicats



de police appelant à la sédition ...

VISA est destiné aux travailleurs et travailleuses, c'est un lieu de formation syndicale pour former les salarié·es à se défendre face des propos racistes, discriminants sur les lieux de travail mais aussi à expliquer ce que signifie l'ED au pouvoir pour le monde du travail. Une brochure explicative de ce qu'est VISA est à disposition des adhérent·es

à la section.

Il est important que la FSU soit bien représentée lors de cette AG car nous avons toujours porté cette lutte dans nos actes et mandats. L'AG n'est pas ouverte qu'aux militant·es, aux élu·es, elle est clairement ouverte à l'ensemble des adhérent·es.

Bernard VALIN

* VISA : Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes

Pour la solidarité, la transition écologique et contre les politiques d'austérité, toutes et tous dans la rue et en grève le 13 octobre

Le gouvernement Borne pensait avoir une rentrée sereine en terme de mobilisations. Les marches du 23 septembre, la grève des AESH du 3 octobre et la journée d'action unitaire du 13 octobre contrecarrent complètement cette rentrée annoncée comme sereine par le ministère.



La journée du 13 octobre est appelée par l'intersyndicale nationale au complet dans la continuité du mouvement social contre la réforme des retraites. Le gouvernement Borne, en faisant de la baisse des impôts une de ses priorités, entend mener une politique austéritaire qui ne permettra ni augmentation de salaires, de pensions, de minima sociaux et de bourses ni lutte efficace

contre l'inflation. Il ne souhaite pas non plus mener un vrai débat sur les écarts de salaires entre les femmes et les hommes comme il n'a pas voulu pendant la séquence retraites se pencher sur les inégalités vécues par les Femmes. Par contre, les 150 à 200 milliards annuels d'aides aux entreprises sans conditionnalité sont maintenus. Les aides aux entreprises qui font de l'apprentissage leur modèle d'embauche sont renforcées.

Il est important que sur la hausse des salaires et des pensions, la place des secteurs publics, la répartition des richesses, les travailleuses, les retraitées, les étudiantes, les citoyen·nes soient massivement dans la rue et à être en grève pour faire de cette journée une première étape des nécessaires mobilisations à même de créer une alternative aux politiques du gouvernement Borne.

C'est le sens de l'appel à la grève de la FSU de Loire-Atlantique pour le 13 octobre.

Bernard VALIN

Les agent·es territoriaux·ales de Vertou se mobilisent

Depuis plusieurs semaines, les agent·es territoriaux·ales de la ville de Vertou se mobilisent à l'appel du SNUTER-FSU de Loire-Atlantique pour l'amélioration de leurs conditions de travail et des hausses salariales. Ce combat appelle d'autres mobilisations, notamment dans la grève du 13 octobre, tant les agent·es territoriaux·ales subissent des dégradations.



Laurence GABILLARD-RIVEREAUD

Luttes victorieuses ou en cours dans notre département : du gâchis pour l'École

Aux collèges Simone Veil et Aristide Briand de Nantes, et du Haut Gesvres de Treillères, avec le soutien du Snes-FSU, les personnels sont parvenus à obtenir par la grève, ou via les instances où la FSU agit (ex CHSCT), qui l'ouverture d'une classe, qui un effectif juste correct en 6ème, qui une réponse à un problème de management. Au collège Iles de Loire, depuis plus d'un an, ce sont des émanations de nature inconnue, irritante et insoutenable qui ont empêché le bon déroulement de la rentrée. Elles font suite à un dégât des eaux et des travaux mal effectués. Les personnels, contraints d'exercer leur droit de retrait, attendent les résultats de toutes les analyses et des nouveaux travaux du CD44. Mais c'est une immense désorganisation qui aurait pu être évitée, comme celle de refaire en urgence tous les emplois du temps, de laisser des élèves sans cours en cette rentrée, ou des personnels en souffrance. Au collège La Reinetière de Sainte Luce

sur Loire, c'est une lutte intersyndicale toujours en cours, ici aussi pour des problèmes de gestion du collège et de management. Il n'y a, à ce jour, aucune réponse du recteur.

Que ce soit dans ces collèges mais aussi au Staps ou dans des écoles du 44, ces exemples de régressions sont la conséquence des logiques comptables mises en place par le gouvernement afin d'accélérer le démantèlement du service public d'éducation, démantèlement à l'œuvre dans l'ensemble des écoles, collèges, lycées et universités du département comme sur l'ensemble du territoire français. La question du rapport de force, y compris le débat sur la grève à l'éducation nationale, est clairement posé pour obtenir des moyens à hauteur des besoins.

*A. BATHILY et A. CATTONI
avec B. COMBE et A. SAUVOUREL*

Stage de formation intersyndical CGT/FSU/Solidaires de Loire-Atlantique - mardi 17 octobre à Nantes « la santé des femmes au travail : état des lieux, spécificités, enjeux »

Depuis plus de vingt ans, les « intersyndicales femmes » nationales nous nourrissent de leur contenu toujours riche et d'un grand intérêt. Dans cet esprit, nos organisations CGT, FSU et Solidaires ont souhaité aller plus loin en Loire-Atlantique avec un premier stage en 2021 contre les violences sexistes et sexuelles faites aux femmes au travail, puis en 2022 avec un stage contre les discriminations faites aux femmes au travail.

Devant l'intérêt rencontré et l'expression de vos attentes, nous vous proposons un nouveau stage en 2023, portant sur la santé des femmes au travail. Nous souhaitons ainsi nous rencontrer, femmes et hommes, et travailler ensemble pour nourrir nos mobilisations communes et à venir.

Cette journée nous permettra d'appréhender ce que recouvre la santé au travail, et plus spécifiquement chez les femmes. Nous tenterons d'ébaucher des pistes d'action et de prévention.

La journée s'articulera autour d'interventions de la médecine du travail, de la médecine généraliste, de la FDFFA (handicap) et autour de témoignages de

salariées issues des métiers du lien (accompagnatrices auprès de personne vulnérables, isolées, AESH, personnes travaillant à l'aide à domicile...).



La librairie nantaise « La Maison Marguerite » sera présente.

En pratique :

- les horaires : 9h00-17h00 - accueil dès 8h30
- le lieu : salle festive Nantes Nord au 73, avenue du Bout des Landes
- un repas végétarien peut être pris en commun sur place. Son montant est de 12 € dont 6 € sont pris en charge par la FSU pour chaque syndiqué-e.
- les transports en commun : en tram, ligne 2, entre arrêt Cardo et arrêt René Cassin - en bus ligne 59 arrêt Les Roches, ou chronobus 2 arrêt Cardo
- le stationnement est possible dans la rue

Mobilisé-es aussi... le 25 novembre 2023 contre les violences faites aux femmes et le 8 mars 2024 pour la journée internationale des droits des femmes.

Amélie DE SCHEPPER

Marche pour les libertés

A l'initiative d'organisations syndicales (FSU, CGT, Solidaires), de partis politiques et d'associations, des marches pour la justice sociale, les libertés publiques et contre les violences policières, le

racisme systémique ont été organisées partout en France.

A Nantes, vendredi 22 au soir, et à St Nazaire samedi 23 au matin, plus d'un millier de personnes ont fait front ensemble pour que cessent les politiques sécuritaires et antisociales, les répressions, les discriminations... et que des réponses urgentes soient apportées.



Céline PELLA